

15.04.2005 - 15:25 Uhr

Etude KPMG: Deuxième vague de délocalisations des activités de production se dessine

Zurich (ots) -

Indication: L'étude en anglais peut être téléchargée gratuitement en format pdf sous:
<http://www.presseportal.ch/fr/story.htx?firmaid=100001147>

PME délocalisent leur production et leurs activités R&D de plus en plus à l'étranger

La délocalisation des activités de production vers les pays étrangers est depuis longtemps une réalité pour les entreprises suisses et d'Europe occidentale. Un revirement de tendance n'est d'ailleurs pas attendu dans ce domaine. En Suisse par exemple se dessine plutôt une deuxième vague de délocalisations, avant tout dans le secteur des petites et moyennes entreprises.

Dans les trois années à venir, les entreprises d'Europe occidentale veulent réduire nettement leurs activités dans leurs implantations historiques, et cela au niveau de l'ensemble de leur chaîne de création de richesses. Pour différentes raisons: pour répondre à la pression de la rationalisation, pour réduire le coût du travail des activités de moindre qualification et pour se rapprocher des clients des marchés à forte croissance situés en Asie et en Europe orientale.

En raison de sa haute productivité, la production en Europe occidentale se consacrera à l'avenir à la fabrication de biens high-tech exigeant d'importants efforts de recherche. C'est ce qu'indique une enquête réalisée à la demande KPMG auprès de 172 entreprises de production des principales nations industrielles de l'Europe occidentale(1).

Tandis que les producteurs interrogés concentrent en moyenne 48 pour cent de leurs capacités dans les Etats mentionnés, cette proportion baissera à 42 pour cent dans trois ans. De la même manière, selon ces entreprises la part des activités R&D en Europe occidentale passera de 55 à 49 pour cent. Les producteurs réalisant plus des trois quarts de leurs activités de recherche et développement en Europe seront les premiers à les réduire: aujourd'hui, 44 pour cent d'entre eux sont dans ce cas, alors qu'ils ne devraient être que 31 pour cent dans trois ans.

Selon les interrogés, les principales raisons de cette délocalisation sont le coût du travail (65 pour cent) et la pression de la rationalisation et du gain d'efficacité (48 pour cent). La proximité des marchés à forte croissance est aussi un argument décisif expliquant cette tendance.

Cette évolution sonne-t-elle le glas de la production européenne?

Giulio De Lucia, responsable du secteur Corporate Restructuring de KPMG Suisse: "A moyen terme, les entreprises d'Europe occidentale continueront à avoir un net avantage de compétitivité dans la production de biens de haute qualité." Cela s'explique aisément si l'on compare le produit intérieur brut par heure de travail de chaque pays. Ainsi quantifiée, la productivité du travail est très élevée en Europe occidentale et compense en partie le coût élevé du travail. Le coût du travail est un facteur qui préoccupe la majorité des entreprises à l'heure de choisir un site de production adéquat. Les autres critères importants sont la logistique, le niveau de qualité,

l'infrastructure et la transparence/stabilité des conditions légales. Les entreprises interrogées déclarent que les problèmes de qualité restent l'un des principaux arguments parlant en défaveur des délocalisations. Le problème des risques encourus constitue aussi l'un des principaux obstacles aux délocalisations. Du moins les risques liés à l'instabilité politique expliquent-ils le maintien à moyen terme de la majeure partie de la production en Europe occidentale.

Nouveaux sites de production: l'Europe occidentale quand même en tête

Malgré la retenue exprimée par les entreprises interrogées, 45 pour cent d'entre elles préfèrent opter pour l'Europe occidentale pour construire des nouveaux sites de production de biens de haute qualité. En revanche, 18 pour cent des entreprises prévoient de réaliser cet investissement en Chine, 10 pour cent en Inde et dans la zone Asie-Pacifique et 8,5 pour cent dans les nouveaux Etats membres de l'UE en Europe orientale.

Giulio De Lucia: "Si l'implantation de certaines activités dans des sites moins coûteux permet d'améliorer la compétitivité des producteurs d'Europe occidentale, ces derniers seront à nouveau en mesure d'investir dans les secteurs de haute qualité qu'ils veulent maintenir en Europe."

Un défi pour le futur

Giulio De Lucia: "L'une des grandes conclusions de cette enquête est que les prévisions pessimistes de certains sur le déclin de la production en Europe occidentale ne reflètent pas la réalité. Néanmoins, cette conclusion suppose que notre base de production reste innovante et se consacre rigoureusement à la fabrication de produits techniquement très évolués "de la génération suivante". Elle doit donc être prête à consentir d'importants investissements et efforts. De l'amélioration de son efficacité, de ses innovations et de ses offensives de qualité dépend donc sa survie."

Son avance sur le terrain de l'innovation semble être assurée du moins à moyen terme. En revanche, ce qui peut sembler préoccupant, c'est que d'une part l'Europe occidentale dépense en moyenne nettement moins en R&D que le Japon ou les Etats-Unis par exemple et, d'autre part, que de plus en plus de secteurs participant majoritairement à la chaîne de création de richesses et R&D sont aussi délocalisés en Asie ou en Europe orientale.

Avec 2,5% du produit intérieur brut consacré à la R&D, la Suisse ne s'en sort pas trop mal et se classe encore dans le Top 10 du classement de l'OCDE. Cependant, elle est nettement à la traîne par rapport aux nations situées en tête de ce classement, la Suède (4,3%), la Finlande (3,5%) et le Japon (3,1%). Certes, les dépenses en R&D sont un moteur important de l'innovation, mais la force d'innovation d'une nation tient aussi à d'autres facteurs. Pour la Suisse et d'autres nations industrielles européennes, il est donc essentiel de préserver/mettre en oeuvre une politique économique favorisant généralement l'innovation de manière durable.

KPMG International est une union leader mondiale de sociétés de révision et de conseil comptant un effectif d'environ 94.000 personnes dans 148 pays. Les activités de KPMG Suisse s'inscrivent dans le cadre de KPMG Holding (membre suisse de KPMG International), employant environ 1.350 personnes basées dans 13 sites en Suisse. Au cours de l'exercice 2004, KPMG Suisse a réalisé un chiffre d'affaires de 342,1 millions de francs.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site www.kpmg.ch.

(1) Economist Intelligence Unit (EIU): "The future of European manufacturing". Enquête réalisée auprès d'entreprises domiciliées en Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, R.-U., Suède, Suisse et d'entreprises opérant en

Europe, mais domiciliées aux Etats-Unis.

Contact:

KPMG
Stefan Mathys
Corporate Communications
Tél. +41/44/249'27'74
Mobile +41/79/227'98'31
e-mail: kpmgmedia@kpmg.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001147/100488879> abgerufen werden.